



Mise à jour premier trimestre 2025–2026

Columbie Britannique

Détérioration budgétaire modeste à court terme

Un élément marquant du premier rapport trimestriel de la Colombie-Britannique est la révision relativement modeste du déficit pour l'exercice en cours, surtout en comparaison avec les détériorations plus importantes observées dans les rapports des deux dernières années.

Par rapport au Budget 2025, l'augmentation de 0,7 G\$ du déficit pour l'exercice 2025–2026 porte celui-ci à 11,6 G\$, soit son niveau le plus élevé en termes nominaux à ce jour. Contrairement à l'année dernière, cette hausse n'est pas liée à des dépassements de coûts du côté des dépenses. Elle est plutôt principalement attribuable à l'élimination de la taxe carbone provinciale par le gouvernement de la C.-B., en vigueur depuis avril. Cette suppression entraînera une perte de 2,8 G\$ en revenus pour l'exercice 2025–2026 seulement — un montant significatif, sachant que les revenus totaux sont estimés à 83 G\$.

Les ajustements à la baisse d'autres sources fiscales sont relativement mineurs, notamment pour la taxe de vente, la taxe sur les transferts immobiliers et les revenus miniers. Cela témoigne d'une certaine résilience économique, d'autant plus que le rapport trimestriel tient compte de tous les tarifs annoncés à ce jour. En revanche, le scénario de base du Budget 2025 n'intégrait pas les tarifs américains. La prévision de croissance du PIB réel de la C.-B. a été révisée à la baisse, passant de 1,8 % à 1,5 % en 2025, et de 1,9 % à 1,3 % en 2026. Le fonds de prévoyance annuel de 4 G\$ — un coussin plus important que celui prévu par d'autres provinces — reste intact pour le moment.

Outre l'élimination de la taxe carbone, une autre modification majeure concerne le règlement juridique conclu au printemps dernier entre les compagnies de tabac et le gouvernement du Canada. Les paiements de compensation ont eu lieu en août, juste à temps pour être intégrés dans ce rapport. La part de la C.-B. est estimée à 2,7 G\$ pour l'exercice 2025–2026.

Les dépenses totales pour l'exercice 2025–2026 sont conformes aux prévisions, à 95 G\$. Les coûts liés aux feux de forêt ont été révisés à la hausse de 0,6 G\$, compensés par une baisse de 0,7 G\$ dans l'estimation des crédits d'impôt remboursables.

La suppression de la taxe carbone provinciale est également le principal facteur des déficits plus élevés prévus pour les exercices 2026–2027 et 2027–2028. Toutefois, le gouvernement ne bénéficiera plus du règlement juridique sur le tabac, qui avait contribué à atténuer le déficit en 2025–2026. En conséquence, les déficits devraient atteindre 12,6 G\$ en 2026–2027 et 12,3 G\$ en 2027–2028. La révision à la hausse de 2,3 G\$ du déficit en 2027–2028 est la plus importante de la période de prévision de trois ans.



Il y a quelques années, le ratio dette/PIB soutenue par les contribuables de la C.-B. était constamment inférieur à 20 %. La projection mise à jour indique une forte augmentation, passant de 26,6 % cette année à 35,5 % d'ici 2027–2028, comparativement à 34,4 % dans le Budget 2025. Toutefois, cette trajectoire pourrait être atténuée, puisque le gouvernement prévoit réaliser 1,5 G\$ d'économies sur trois ans. D'autres initiatives de gestion des dépenses sont attendues, dont la majorité seront intégrées au Budget 2026. Seule une petite partie de ces efforts (0,3 G\$) est prévue pour l'exercice en cours. Les agences de notation surveilleront de près la capacité du gouvernement à livrer les résultats attendus. Par exemple, le dernier rapport de Moody's indique :

« Sa cote (Aa1 négative) pourrait être abaissée si la province ne parvenait pas à ralentir de manière significative la hausse de la dette au cours des 18 à 24 prochains mois. »

À retenir

Après avoir terminé l'exercice 2024–2025 avec un déficit de 7,3 G\$, les déficits proposés dans ce premier rapport trimestriel peuvent soulever des préoccupations du point de vue de la gestion des finances publiques. Toutefois, une fois le fonds de prévoyance annuel de 4 G\$ exclu, la taille du déficit semble relativement stable. Bien sûr, l'incertitude économique signifie que ces contingences pourraient être nécessaires.

Cela dit, la Colombie-Britannique a beaucoup à offrir en matière de potentiel économique à long terme. De nouveaux projets majeurs pourraient émerger et stimuler l'activité économique tant pendant la phase de construction que celle de production. Notamment, la phase II du projet LNG Canada, qui vise à doubler la production, a récemment été identifiée par le bureau des grands projets du gouvernement fédéral. Un autre projet majeur est l'expansion de la mine de cuivre et d'or Red Chris vers une exploitation en cavité bloc. Nous avons déjà mis en lumière la richesse du couloir minéral du nord-ouest de la C.-B. dans notre [rapport provincial sur les minéraux critiques](#) (disponible en anglais) publié plus tôt cet été.